



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## lutte contre l'exclusion

Question écrite n° 68058

### Texte de la question

M. Guy Delcourt attire l'attention de M. le haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, haut-commissaire à la jeunesse, sur les bénéficiaires de la prime de Noël en 2009. Le 16 novembre dernier le Président de la République annonçait la reconduction de ce dispositif, dans des conditions tenant compte de la création du revenu de solidarité active (RSA) depuis le 1er juin dernier. Ainsi, cette aide sera prochainement versée à l'ensemble des personnes pour lesquelles le RSA s'est substitué au RMI, aux bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité ou de l'allocation équivalent retraite. Si cette année, les mères isolées vivant de l'allocation pour parent isolé (API) ont été intégrés dans les bénéficiaires de cette aide compte tenu de la crise, d'autres mères isolées - et notamment titulaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - en sont exclues malgré leurs faibles revenus. S'il ne peut que soutenir cette initiative à l'attention des bénéficiaires de l'API, il lui demande de bien vouloir réparer l'injustice faite aux mères isolées bénéficiaires de l'AAH, en leur ouvrant le bénéfice de la prime de Noël pour cette année et les suivantes.

### Texte de la réponse

Jusqu'en 2008, la prime exceptionnelle de fin d'année dite « prime de Noël » était versée chaque année aux bénéficiaires de certains minima sociaux ; revenu minimum d'insertion (RMI) y compris ceux ne bénéficiant que d'une mesure d'intéressement, revenu de solidarité active (RSA) expérimental, allocation de solidarité spécifique (ASS) et allocation équivalent retraite (AER). Reconduite de fait chaque année, cette prime exceptionnelle ne constitue une prestation ni obligatoire ni légale. Son octroi relève d'une décision en opportunité prise par le Gouvernement, habituellement à l'automne, et mise en oeuvre sur la base d'un décret simple signé au mois de décembre. D'un montant moyen de 150 EUR (il varie selon la composition familiale), elle est financée, le plus souvent par des crédits votés dans le cadre de la loi de finances rectificative de l'année en cours. Depuis sa création, le mécanisme de la prime de Noël est quasi stable dans son champ et dans son montant (sauf en 2008 où le montant de la prime a intégré une majoration exceptionnelle de 67,55 EUR pour tenir compte du contexte de crise et de hausse des prix). Toutefois, ce champ a été élargi en 2009 pour intégrer les bénéficiaires du RSA majoré (ex-API), alors que les allocataires de l'allocation de parent isolé ne percevaient pas jusqu'alors la prime exceptionnelle de fin d'année. De même, les allocataires dans les départements d'outre-mer percevant à titre transitoire l'API ou la prime forfaitaire d'intéressement due au titre de cette prestation, ont également été intégrés dans le champ de cette aide exceptionnelle pour la première fois en 2009. Toutefois, cet élargissement significatif du champ de la prime n'a pas incorporé les foyers dont les ressources sont telles qu'ils ne peuvent prétendre au RSA versé en tant que revenu de subsistance (RSA « socle »), et qui bénéficient uniquement du RSA en tant que complément de revenu d'activité destiné aux travailleurs modestes (RSA « activité »), et dont certains sont titulaires de contrats aidés. Un tel élargissement romprait avec l'objectif historique d'une aide exceptionnelle ciblée sur les foyers les plus en difficulté.

### Données clés

**Auteur :** [M. Guy Delcourt](#)

**Circonscription** : Pas-de-Calais (13<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 68058

**Rubrique** : Politique sociale

**Ministère interrogé** : Solidarités actives contre la pauvreté et jeunesse

**Ministère attributaire** : Jeunesse et solidarités actives

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 29 décembre 2009, page 12458

**Réponse publiée le** : 9 novembre 2010, page 12285